

Extrait du registre des décisions de la Présidente

Décision n°2023-75

Objet : Convention de servitude de passage avec le groupement foncier agricole les Clapas représenté par madame et monsieur Do pour des canalisations d'eaux usées à Vacqueyras

La présidente de la communauté d'agglomération Ventoux-Comtat Venaissin,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu les statuts de la CoVe en matière de gestion des cycles de l'eau ;

Vu la loi 2015-991 du 7 août 2015 et 2018-72 du 3 août 2018 rendant obligatoire le transfert de compétences eau potable, assainissement des eaux usées et eaux pluviales urbaines aux communautés d'agglomération à compter du 1^{er} janvier 2020 ;

Vu la délibération du conseil communautaire n°58-23 en date du 3 avril 2023 portant délégation d'attributions à la présidente ;

Vu l'arrêté n°2020-1308 du 15 juillet 2020 portant délégation de signature à monsieur Laurent Marteau, directeur général des services de la CoVe ;

Considérant le projet de réfection des réseaux d'assainissement sur la commune de Vacqueyras;

Considérant que le déploiement du réseau d'assainissement nécessite de passer par des parcelles privées, et qu'il convient en conséquence d'établir avec les propriétaires desdites parcelles des conventions instituant des servitudes de passage ;

Considérant le projet de convention de servitude de passage de canalisation d'eaux usées tel qu'annexé ;

Décide

Article 1 : De signer la convention de servitude de passage avec le groupement foncier agricole les Clapas représenté par madame Raymonde Do et monsieur Lucien Do, propriétaires du 672 chemin du colombier à Vacqueyras (parcelle C672), concernant le droit de passage perpétuel en tréfonds d'une conduite de réseaux d'eaux usées.

Article 2 : Le directeur général des services de la communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin est chargé de l'exécution administrative de la présente décision.

Fait à Carpentras, le 13 septembre 2023
Pour la présidente et par délégation,
Le directeur général des services

Laurent Marteau



En application des articles R.421-1 et suivants du Code de la Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la mise en ligne et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérécours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr

Nomenclature : 5.7.5 Autres



CONVENTION DE SERVITUDE DE PASSAGE CANALISATION D'EAUX USEES

La Convention est établie entre les soussignés :

La Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin, 1171 avenue du Mont Ventoux, 84203 CARPENTRAS – La CoVe, ici représentée par sa Présidente, Mme Jacqueline BOUYAC, spécialement habilitée à l'effet des présentes, par délibération en Conseil Communautaire du

et

Le Groupement Foncier Agricole les Clapas, situé à la Clapière, 912 Chemin de la Garrigue, 84190 VACQUEYRAS, représentée par **Mme Raymonde DO et M. Lucien DO**

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Déclaration des parties sur leur capacité

Les parties, et le cas échéant leurs représentants, attestent que rien ne peut limiter leur capacité pour l'exécution des engagements qu'elles prennent aux présentes, et elles déclarent notamment :

- Que leur état civil et leurs qualités, indiqués en tête des présentes, sont exacts ;
- Qu'elles ne sont pas en état de cessation de paiement, de redressement ou liquidation judiciaire ou sous procédure de sauvegarde des entreprises ;
- Qu'elles n'ont pas été associées depuis moins d'un an dans une société mise en liquidation ou en redressement et dans laquelle elles étaient tenues indéfiniment et solidairement du passif social ;
- Qu'elles ne sont concernées
 - o Par aucune des mesures légales des majeurs protégés sauf, le cas échéant, ce qui peut être spécifié aux présentes pour le cas où l'une d'entre elles ferait l'objet d'une telle mesure,
 - o Par aucune des dispositions du code de la consommation sur le règlement des situations de surendettement.
- En outre, le PROPRIETAIRE déclare :
 - o Qu'il n'existe à ce jour aucune action en rescision, résolution, réquisition ou expropriation ni de litige en cours pouvant porter atteinte au droit de disposer,
 - o Qu'il n'a conféré à personne d'autre que le BENEFICIAIRE un droit quelconque résultant d'un avant-contrat, lettre d'engagement, droit de préférence ou de préemption, et qu'il n'existe d'une manière générale aucun empêchement à cette constitution de servitude.

Terminologie

Le terme « Propriétaire du Fonds » désigne le ou les propriétaires du fonds. En cas de pluralité, ils contractent les obligations mises à leur charge solidairement entre eux, sans que cette solidarité soit rappelée chaque fois. Le terme « Bénéficiaire » désigne la CoVe susnommée.

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : DESIGNATION DES BIENS

Sur la commune de Vacqueyras, les biens appartenant au propriétaire et figurant au cadastre sous les références suivantes :

Section	N°	Lieu-dit ou voie	Nature	Linéaire
C	672	Chemin du Colombier	Terrain	65 m

Tel et ainsi que le bien s'étend, se poursuit et comporte actuellement avec toutes ses aisances, dépendances, immeubles par destination, sans aucune exception ni réserve sauf à tenir compte de ce qui peut être le cas échéant indiqué au présent acte.

ARTICLE 2 : DROIT CONFERE AU BENEFICIAIRE

Après avoir pris connaissance du tracé de l'emprise de la servitude sur la parcelle, le PROPRIETAIRE reconnaît au BENEFICIAIRE les droits suivants :

- Etablir à demeure lesdites canalisations définit ci-dessus dans une bande de terrain de 3 m, une profondeur minimum de 0.80 m au-dessus de la génératrice supérieure.
- L'implantation éventuelle dans la même bande de terrain, des ouvrages et accessoires nécessaires à leur bon fonctionnement et entretien.
- Procéder sur la même largeur à tous les travaux de débroussaillage et arrachage d'arbustes indispensables pour permettre la pose de canalisations à ses frais exclusifs.
- D'accéder au terrain grevé par cette servitude (accès carrossable)

Le BENEFICIAIRE, chargé de l'exploitation des ouvrages ou la société qui, pour toutes raisons, viendrait à lui être substituée, pourra faire pénétrer dans ladite parcelle, ses agents et ceux des entrepreneurs dûment habilités, en vue de la construction, la surveillance, l'entretien et la réparation ainsi que le remplacement, même non à l'identique, des ouvrages à établir. Les agents du BENEFICIAIRE ou ceux de son délégataire pourront circuler librement sur ladite bande de terrain.

- Effectuer tous travaux d'entretien et de réparation de ces regards et réseaux par les seuls services compétents, à ses frais exclusifs, ainsi que leur remise en état si nécessaire.

ARTICLE 3 : OBLIGATION DU PROPRIETAIRE

Le PROPRIETAIRE, ses ayants droits et locataires s'obligent à s'abstenir de tout fait de nature à nuire au bon fonctionnement, à l'entretien et à la conservation de l'ouvrage.

Il s'engage à n'entreprendre aucune opération de construction ou d'exploitation qui soit susceptible d'endommager les ouvrages, sauf accord préalable et écrit du BENEFICIAIRE.

Le PROPRIETAIRE s'engage :

- A porter le présent acte à la connaissance des personnes qui ont ou qui auront des droits sur ladite parcelle, notamment en cas de transfert de propriété.
- Et à informer les exploitants ou locataires actuels ou futurs, de l'existence et des effets de la présente servitude.

ARTICLE 4 : REPARATIONS DES DOMMAGES

Le BENEFICIAIRE s'engage à remettre en état les terrains à la suite des travaux de pose, d'entretien ou de réparations éventuelles.

Les dégâts qui pourraient être causés aux cultures et aux biens à l'occasion de la pose, de la surveillance, de l'entretien et de la réparation des ouvrages, ainsi que lors de leur remplacement feront l'objet, le cas échéant, d'une indemnisation fixée à l'amiable ou à défaut d'accord, par le Tribunal compétent.

ARTICLE 5 : PRISE D'EFFET - DUREE

Le présent droit de passage prend effet à compter de la date de signature par les parties et est conclu pour la durée de l'ouvrage et de tout autre ouvrage qui pourrait lui être substitué sans modification de l'emprise.

ARTICLE 6 : CONDITIONS D'EXERCICE DE LA SERVITUDE

La présente constitution de servitude a lieu sous les charges et conditions ordinaires et de droit en pareille matière et particulièrement sous les conditions relatées aux présentes.

A titre de servitude réelle et perpétuelle, Mme Raymonde DO et M. Lucien DO constituent au profit de la CoVe un droit de passage perpétuel en tréfonds d'une conduite d'eaux usées dans les conditions ci-après définies et dont les caractéristiques sont les suivantes :

Parcelle	Largeur de la servitude	Linéaire de la servitude
C672	3 m	65 m

ARTICLE 7 : PUBLICITE FONCIERE

La présente convention sera publiée au service de la publicité, par acte administratif. Les frais seront à la charge de la CoVe.

ARTICLE 8 : FRAIS

Tous les frais, droits et émoluments des présentes sont intégralement supportés par le BENEFICIAIRE.

ARTICLE 9 : POUVOIRS

Pour l'accomplissement des formalités de publication, les parties agissant dans un intérêt commun donnent tous pouvoirs nécessaires à M de la CoVe soussignée, à l'effet de faire dresser et signer tous actes complémentaires, rectificatifs ou modificatifs des présentes, pour mettre celles-ci en concordance avec les documents hypothécaires, cadastraux ou d'état civil.

Election de domicile

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les parties élisent domicile en leurs demeures ou sièges respectifs.

Toutefois, pour la publicité foncière, l'envoi des pièces et la correspondance s'y rapportant, domicile est élu au siège de la CoVe.

Fait en 2 exemplaires, à Carpentras, le

Pour La CoVe
Jacqueline BOUYAC,

Pour le Groupement Foncier Agricole les Clapas
Raymonde DO et Lucien DO, Gérant.es

Mme la Présidente de la CoVe, certifie exactement, collationnée et conforme à l'original, la présente expédition sur 4 pages.